

# La Tunisie depuis 2011

Mise à jour : 26.10.21

## Politique intérieure

La révolution tunisienne a poussé Zine el-Abidine Ben Ali au départ, le 14 janvier 2011. La nouvelle constitution tunisienne a été adoptée en janvier 2014 et des élections ont été organisées, dans de bonnes conditions : élections législatives du 26 octobre 2014, remportées par Nidaa Tounès, et élection présidentielle des 23 novembre et 21 décembre 2014, dont Béji Caïd Essebsi est sorti vainqueur. Les premières élections municipales démocratiques ont été organisées le 6 mai 2018.

Après un grave malaise le 27 juin 2019, le président Béji Caïd Essebsi, est décédé le 25 juillet à Tunis. Conformément à la constitution, le président de l'Assemblée des représentants du peuple, M. Mohamed Ennaceur, a effectué l'intérim du chef de l'État, jusqu'à l'élection du nouveau président de la République.

Kaïs Saïed est président de la République tunisienne depuis le 23 octobre 2019. Universitaire indépendant, Kaïs Saïed a remporté le second tour de l'élection présidentielle avec 72,71 % des voix face à son adversaire, Nabil Karoui. La participation a atteint 56,8 %, à un niveau similaire à celui de l'élection présidentielle de 2014 (60 %).

Les élections législatives ont eu lieu le 6 octobre 2019. Scrutin proportionnel de liste à un tour, ces élections ont vu la victoire d'Ennahda, parti islamiste historique, devenu la première force politique à l'Assemblée des représentants du peuple (52 sièges sur 217). Six partis (Qalb Tounès, Courant démocratique, Coalition Al-Karama, Parti destourien libre, Mouvement du peuple, Tahya Tounès) ont chacun obtenu entre 14 et 38 sièges. Après l'échec du candidat proposé par Ennahda à obtenir la confiance d'une majorité de députés, Elyes Fakhfakh est devenu chef de gouvernement en février 2020. Il a démissionné en juin 2020 après avoir été accusé de conflit d'intérêt. Hichem Mechichi a pris sa succession. Il a été limogé le 25 juillet 2020 après plusieurs mois de conflit avec le président de la République.

Le 25 juillet 2021, le président Saïed a invoqué l'article 80 de la Constitution pour proclamer l'état d'exception, ce qui lui confère des pouvoirs élargis. Il a, dans le même temps, suspendu l'Assemblée des représentants du peuple et limogé le Chef de gouvernement. Le 22 septembre, le président Saïed a publié un décret déclinant des mesures exceptionnelles réorganisant les pouvoirs exécutifs et législatifs. Le président Saïed a annoncé vouloir engager une réforme de la Constitution tunisienne. Le président Saïed a désigné, le 29 septembre, Mme Najla Bouden comme cheffe de gouvernement. Le reste du gouvernement a été nommé le 11 octobre.

## Politique étrangère

Depuis sa révolution, la Tunisie jouit d'un statut particulier qui lui donne une visibilité internationale accrue. Toutefois, la Tunisie mène traditionnellement une politique extérieure marquée par la discrétion, la recherche de la neutralité et du consensus, la préservation de bonnes relations avec tous et en particulier ses voisins maghrébins, le renforcement de son ancrage euro-méditerranéen. La Tunisie est entrée au Conseil de sécurité le 1er janvier 2020 en tant que membre non-permanent. Elle y demeurera jusqu'au 31 décembre 2021.

## *La politique arabe*

La crise libyenne constitue la première source de préoccupation des autorités tunisiennes. Tunis adopte une position de stricte neutralité dans le dossier libyen, tout en apportant un soutien au gouvernement d'entente nationale. La Tunisie plaide pour une solution politique inclusive et reste hostile à toute intervention militaire étrangère. La Tunisie a accueilli, en novembre 2020, la première session du Forum de dialogue politique libyen.

L'Algérie est le principal partenaire de la Tunisie au Maghreb. Les deux voisins partagent des objectifs communs, en particulier en matière de lutte contre le terrorisme : confrontées depuis

plusieurs années à des poches terroristes à la frontière occidentale du pays, les autorités tunisiennes comptent sur une coopération sécuritaire forte de la part de l'Algérie. Depuis le début des manifestations en Algérie en février 2019, la Tunisie a marqué sa volonté de ne pas interférer dans les affaires intérieures du pays. Le président Saïed réservera sa première visite à l'étranger à l'Algérie, comme c'est la tradition pour les présidents tunisiens.

La diplomatie tunisienne s'efforce de conforter les relations du pays avec les États arabes du Golfe dont l'aide financière a traditionnellement contribué au développement du pays.

S'agissant de la Syrie, la Tunisie est favorable à une solution politique crédible et durable. Attachées à la préservation de la souveraineté de la Syrie, les autorités tunisiennes sont opposées à toute intervention militaire étrangère.

#### *Un partenariat étoffé avec l'Union européenne et la recherche de nouveaux partenaires dans l'espace méditerranéen*

La Tunisie est un partenaire privilégié de l'Union européenne, qui est de loin son principal partenaire économique (80 % de ses échanges commerciaux) et avec laquelle elle a été le premier pays du Sud à avoir conclu en 1995 un accord d'association. La Tunisie constitue l'un des premiers bénéficiaires de l'aide européenne et bénéficie d'ambitieux programmes d'accompagnement.

Si la France reste un partenaire de premier plan de la Tunisie, l'Italie et l'Allemagne entretiennent également des relations étoffées avec ce pays. En 2017, l'Allemagne est notamment devenue le premier bailleur international de la Tunisie. L'Italie est le premier exportateur de biens en Tunisie, devant la France.

Les relations entre la Turquie et la Tunisie sont denses. Le président Erdogan s'était rendu en Tunisie en décembre 2017 pour une visite axée sur d'importants projets économiques turcs en Tunisie. Le président turc s'est également rendu en Tunisie le 25 décembre 2019 pour aborder le dossier libyen. Ankara s'est néanmoins inquiétée des récentes décisions du Président tunisien (activation de l'article 80 de la constitution).

#### *Une nouvelle stratégie africaine.*

La Tunisie développe une nouvelle stratégie diplomatique en Afrique : ouverture d'ambassades au Burkina Faso et au Kenya, accroissement des dessertes aériennes de la compagnie nationale Tunisair (Niamey et Conakry), attraction de « clientèles africaines » dans les filières de la formation et de la santé, multiplication des déplacements officiels (visites bilatérales au Soudan, Burkina Faso, Mali, Niger, Cameroun, Mauritanie), entrée au COMESA (été 2018) et membre observateur de la CEDEAO depuis le 4 juin 2017.

L'organisation par la Tunisie du sommet de la Francophonie à la fin de l'année 2021, à l'occasion du cinquantenaire de l'OIF, servira cette ambition africaine.

#### *Situation économique*

La situation économique tunisienne demeure tendue et sera fragilisée par les conséquences économiques de la crise du Covid-19. Le PIB a décliné de 8,6% en 2020, les principaux secteurs d'activités en Tunisie ayant été impactés par la conjonction des effets du confinement et de la contraction de la demande européenne (80% des exportations tunisiennes). Le secteur du tourisme (entre 7 % et 14 % du PIB), après avoir connu une nette reprise en 2019, est en crise. Le chômage (15,5 % et 30 % des jeunes diplômés) devrait fortement augmenter dans les prochains mois. La crise et ses effets, en augmentant les dépenses publiques, aura des effets à terme sur la dette publique (70,5 % du PIB en 2019, 90% en 2020, 92,7% en 2021) et le niveau du déficit (4,8 % du PIB en 2019, 7,3 % prévu fin 2021).

Dans ce contexte, des réformes structurelles et des mesures d'ajustement économique sont recommandées par les bailleurs internationaux de la Tunisie. Le dernier programme du FMI s'est achevé en mars 2020. L'aide, de 2,9 Mds \$, était conditionnée à une accélération des réformes, en particulier du secteur bancaire, et une réduction des dépenses publiques, une amélioration du climat

des affaires, un élargissement de l'accès au crédit et une lutte plus engagée contre la corruption. Ces engagements n'ont pas tous été remplis, dans la mesure où le gouvernement tunisien a rencontré des difficultés à concilier ces engagements internationaux et une situation sociale dégradée (grèves générales dans la fonction publique, mouvement sociaux sporadiques). Les négociations d'un nouveau programme ont commencé au premier semestre 2021. Elles ont été stoppées depuis juillet. La crise du Covid a globalement accru le besoin de financement de la Tunisie, qui s'est tournée vers ses bailleurs traditionnels. La Tunisie a notamment pu bénéficier, durant la crise, d'une aide financière du FMI (745M\$ au titre de l'Instrument de financement rapide), de l'Union européenne et de la Banque mondiale. Plusieurs pays ont également accordé leur aide à la Tunisie, dont la France, l'Italie ou le Qatar.

Cette situation alimente les crispations sociales. La Tunisie est le théâtre de nombreuses manifestations aux motifs économiques. En janvier 2021, plusieurs centaines de jeunes Tunisiens ont manifesté leur mécontentement au cours de manifestations nocturnes.

Source: <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/tunisie/presentation-de-la-tunisie/>